

# Réunion du Conseil au niveau des Ministres

Paris, 29-30 mai 2013

**NOUVELLES APPROCHES  
FACE AUX DÉFIS  
ÉCONOMIQUES (NAEC)  
SYNTHÈSE ET MISE À JOUR**

**Nouvelles approches face aux défis  
économiques (NAEC)  
Synthèse et mise à jour**



1. Lancée lors de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de 2012, l'initiative relative aux *Nouvelles approches face aux défis économiques* (NAEC) est un processus de réflexion à l'échelle de l'Organisation visant à améliorer de manière continue la grille d'analyse et les avis prodigués par l'OCDE. Si la crise financière et économique mondiale a été le facteur déclenchant de l'initiative NAEC, une telle réflexion se révèle particulièrement opportune face aux tendances et défis politiques émergents.

2. En effet, cette réflexion intervient à un moment où les politiques des Pays Membres et des Pays Partenaires de l'OCDE doivent faire simultanément face à plusieurs difficultés étroitement imbriquées, notamment : une croissance molle dans certaines économies avancées et une croissance négative dans d'autres, un taux de chômage élevé, les inégalités et la pauvreté grandissantes et des finances publiques non viables. Il est nécessaire de promouvoir de nouvelles sources de croissance pour remettre les économies sur la voie d'une croissance durable, forte et inclusive qui améliorera le bien-être des populations et permettra que les fruits de cette croissance plus inclusive soient mieux répartis entre les régions, les populations et les entreprises. Dans ce contexte complexe s'ajoute la nécessité d'améliorer les capacités des États à réguler et rétablir la confiance dans les marchés, les gouvernements et les institutions. L'initiative NAEC vise à affronter ces défis dans le cadre d'une approche transversale jetant les bases d'une croissance durable et inclusive, conformément au mandat reçu lors de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres de 2012 [[C/MIN\(2012\)2/FINAL](#)]. L'initiative mobilise ainsi les atouts de l'OCDE (notamment dans les domaines des réformes structurelles), la fiabilité de ses données et de ses recommandations ainsi que l'expérience des pays Membres et des Pays Partenaires dans différents domaines liés de l'action publique.

3. Pour coordonner et conduire ce projet, un groupe de travail a été constitué. Ce groupe est composé de représentants des Pays Membres et des Pays Partenaires de l'OCDE, de certains Comités spécialisés\*, du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) et de la Commission syndicale consultative (TUAC). Tel que précisé dans le mandat et la gouvernance NAEC « [l]e CPE [Comité de politique économique] devrait jouer un rôle central dans cette entreprise mais, compte tenu de son caractère pluridisciplinaire, la réussite du projet sera étroitement tributaire de l'adhésion et de la participation active d'autres comités » [[C\(2012\)109/REV1](#)]. Cette adhésion est déjà largement entamée puisque plusieurs comités ont discuté de l'initiative NAEC dans leurs réunions et ont exprimé leur fort soutien au projet. Le Groupe de Travail NAEC est présidé par le Secrétaire Général. Lors de la réunion du CPE du 13 mai 2013, les délégués ont salué les avancées de l'initiative NAEC et ont exprimé leur souhait de contribuer à une meilleure cohérence des différentes lignes de travail ayant trait aux domaines de compétence du CPE.

4. Le Groupe de travail NAEC s'est réuni deux fois depuis le lancement de l'initiative. La première réunion s'est déroulée le 24 octobre 2012 a pris la forme d'une conférence comptant la présence d'experts internationaux qui ont débattu sur les quatre thématiques suivantes : la révision des objectifs macroéconomiques, la conception d'un système financier pour soutenir la croissance durable et équitable ; la révision des politiques sociales et de l'emploi ; et les grandes tendances qui façonnent l'économie mondiale et leurs implications politiques. Lors de la deuxième réunion, le 11 février 2013, les membres du Groupe de Travail NAEC ont discuté d'un programme de travail pour l'OCDE, comme indiqué dans le

---

\* Comité de politique économique (CPE), Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (EDRC), Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales (ELSAC), Comité des politiques d'environnement (EPOC), Comité de l'industrie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat (CIIE), Comité des politiques d'éducation (EDPC), Comité des marchés financiers (CMF), Comité de la concurrence, Comité sur la gouvernance d'entreprise, Comité de la gouvernance publique (PGC), Réseau des hauts responsables des centres de gouvernement (CoG) et Comité des échanges.

Document de Réflexion (*Scoping Paper*) NAEC [[SG/NAEC\(2013\)1](#)]. Le programme de travail a évolué au fil des discussions et est présenté dans le Rapport Intérimaire (*Interim Report*) NAEC [[C/MIN\(2013\)2](#)].

5. L'une des problématiques transversales dégagée lors de la réunion du Groupe de travail NAEC avait trait aux limites des outils et des grilles d'analyse existants ainsi que des dispositifs de gouvernance face à des enjeux dont la complexité et l'interdépendance vont croissant. Cela comprend l'interconnexion entre et au sein des pays mais aussi entre le secteur financier et l'économie réelle et à un niveau plus profond, entre diverses tendances mondiales qui se sont accumulés pendant des décennies. Ces tendances comprennent une intégration plus poussée des grandes économies émergentes dans l'économie mondiale, les mutations technologiques, l'augmentation de la spécialisation et de la division internationale du travail, le vieillissement de la population, les migrations et autres changements démographiques et la raréfaction des ressources naturelles, le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Une action coordonnée est nécessaire pour faire face à ces problèmes interconnectés, notamment dans les pays en développement. En exploitant pleinement les synergies et les complémentarités entre l'initiative NAEC et les stratégies de l'OCDE relatives au développement, à la croissance verte, aux compétences et à l'innovation, l'Organisation pourra mieux contribuer aux nouvelles approches économiques.

6. Un environnement économique toujours plus complexe, et les défis associés que cela pose pour l'élaboration des politiques publiques, requièrent des approches novatrices pour appréhender les nouveaux enjeux et tendances mais aussi pour gérer les synergies et les arbitrages associés à l'élaboration de politiques portant sur des objectifs stratégiques multiples. Dans le contexte de l'initiative, l'expression « Nouvelles approches » s'entend au sens large. Il s'agit de reconsidérer quelques-unes des hypothèses de base relatives au fonctionnement de l'économie, en particulier les questions de l'auto-stabilisation et de l'efficience des marchés, et les conséquences pour l'action des pouvoirs publics. Il s'agit en outre de pallier les lacunes des outils d'analyse structurelle existants et d'en élargir la portée, de façon à analyser les tendances sur le long terme en prenant en compte les principales interactions et rétroactions, notamment entre la croissance, les inégalités et l'environnement. Enfin, il s'agit de renforcer les bases de données concrètes permettant d'étudier les liens entre les politiques suivies et les résultats obtenus en matière de bien-être. Cela englobe l'idée que la croissance est un moyen important, mais pas une fin, de l'élaboration des politiques.

7. Le Rapport Intérimaire NAEC comprend des propositions spécifiques tirées de projets (voir Annexe) et est organisé de manière tripartite, chaque partie étant composée de plusieurs axes de travail couvrant les aspects du projet NAEC (voir Graphique). Les projets individuels évolueront selon les développements de l'initiative NAEC. Les trois catégories sont :

- **Une réflexion sur la crise** dans l'optique d'en tirer des leçons dans le contexte des travaux de l'OCDE, de reconsidérer les cadres d'analyse pour définir les priorités les plus urgentes, et de mener une **analyse prospective** à la recherche de nouveaux outils et approches économiques ;
- **Une analyse des arbitrages et des complémentarités entre les politiques publiques mises en œuvre et les résultats obtenus en matière de bien-être**, en s'intéressant tout particulièrement aux interactions entre croissance, inégalités, environnement et stabilité économique, ainsi qu'aux tendances à long terme et aux tensions qui en résultent quant à l'action des pouvoirs publics ; et
- **Une amélioration des institutions et de la gouvernance** pour permettre aux gouvernements nationaux et régionaux d'adopter et de mettre en œuvre plus efficacement les politiques publiques dans un monde de plus en plus interconnecté.

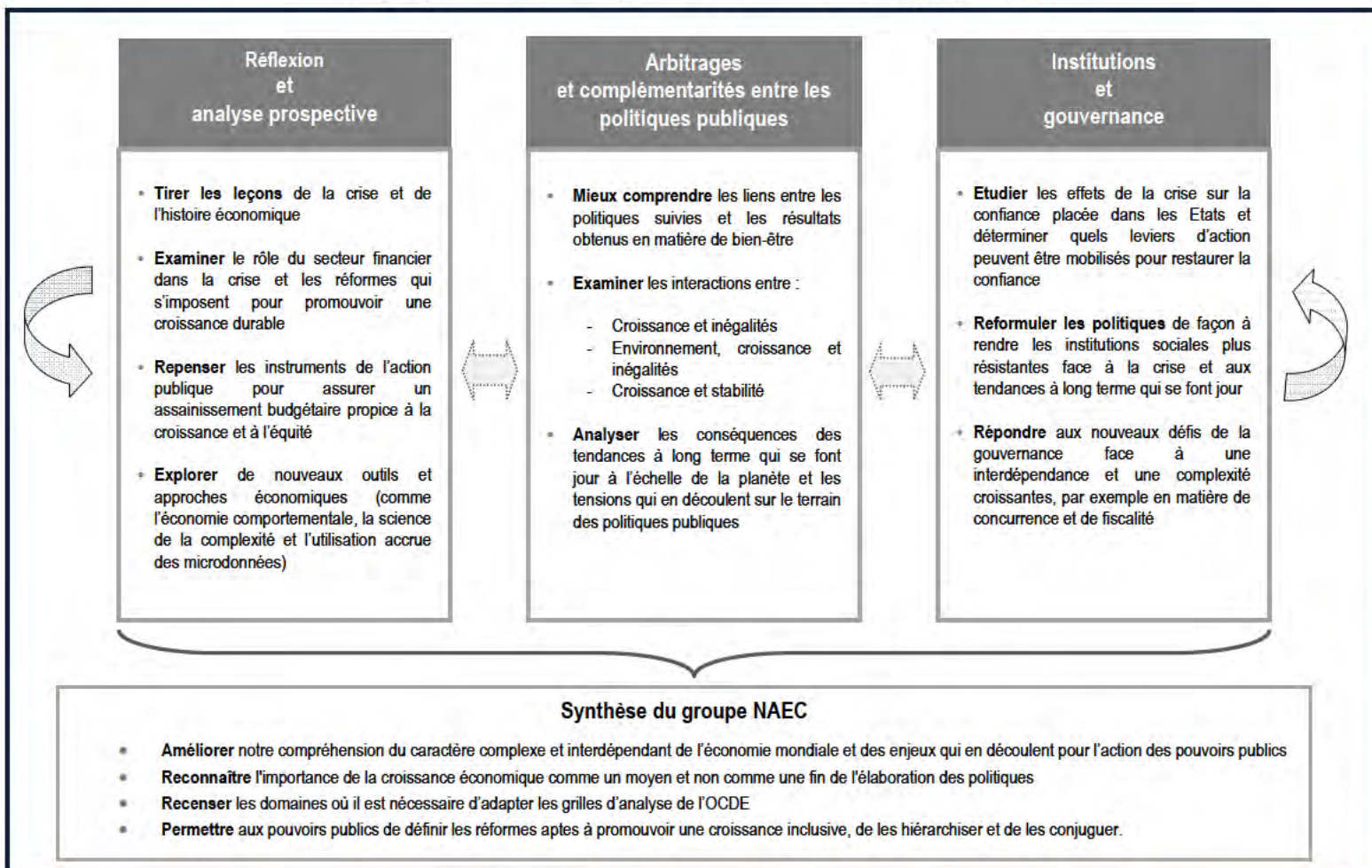
8. A travers ce programme de travail, NAEC vise à :

- **Améliorer notre compréhension de la nature complexe et interconnectée de l'économie mondiale** et trouver de meilleures façons de faire face et de tirer parti des synergies entre les différentes politiques (par exemple entre la croissance, l'inégalité, la stabilité et de l'environnement). Dans ce contexte, NAEC examinera comment les tendances mondiales peuvent évoluer à plus long terme et les défis que cela peut poser pour des objectifs politiques ;
- **Reconnaître l'importance de la croissance économique non pas comme une fin mais comme un moyen de l'élaboration des politiques.** Cela signifie avoir une définition plus large des résultats du bien-être mais aussi de développer des politiques qui combinent une forte croissance économique avec des améliorations des standards significatifs pour la qualité de vie des personnes (par exemple en matière de santé ou d'emploi) ;
- **Identifier les domaines où les cadres d'analyse de l'OCDE doivent être ajustés ou complétés** et examiner la possibilité d'intégrer de nouvelles données économiques, outils ou approches (par exemple l'économie comportementale) ; et
- **Permettre aux gouvernements d'identifier, de hiérarchiser et de combiner les réformes pour soutenir une croissance durable et inclusive.** Ceci a trait aux difficultés de mise en œuvre qui non seulement sont un sujet d'étude à part entière mais qui ont également des répercussions sur les résultats des autres piliers du travail NAEC. Pour diminuer le déficit de mise en œuvre et les coûts, il est important que les gouvernements améliorent leurs capacités réglementaires et institutionnelles et construisent un cadre solide permettant aux économies de prospérer.

9. Concernant les prochaines étapes du projet, les lignes de travail entreprises continueront à progresser après la RCM de 2013 et une synthèse présentant des éléments de fond sera remise à la RCM de 2014. Une synthèse complète est envisagée post-RCM 2014 dans le cadre du Programme de travail et budget. Par définition, NAEC est de nature horizontale et comprend un certain nombre de projets menés sous les auspices des différents comités de l'OCDE. Par conséquent, les projets individuels donneront des résultats intermédiaires à différentes échéances dans le temps. Le calendrier de livraison sera également fonction des disponibilités budgétaires. Jusqu'à présent, les propositions ont été examinées par 17 comités et groupes de travail (y compris le CPE) et 4 comités et groupes de travail doivent encore revoir leur travail proposé dans le cadre de NAEC. NAEC est une initiative novatrice et stimulante pour l'OCDE. Un tel programme de travail permettra d'enrichir le caractère horizontal, l'analyse et les conseils politiques de l'OCDE mais aussi de rassembler à travers les comités et organes de l'OCDE tous les domaines d'expertise politique de l'OCDE. L'objectif ultime de NAEC est de développer un programme d'action stratégique pour une croissance inclusive et durable.



*Graphique. Structure d'organisation des travaux du groupe NAEC*



*Annexe. Récapitulatifs des projets proposés*

| A. RÉFLEXION ET ANALYSE PROSPECTIVE   | B. ARBITRAGES ET COMPLÉMENTARITÉS ENTRE LES POLITIQUES PUBLIQUES  | C. INSTITUTIONS ET GOUVERNANCE   |
|---|---|--|
| <p><b>Leçons de l'histoire économique et des crises antérieures</b><br/> <b>A1</b> - La crise : tirer les leçons de l'histoire et des mesures prises dans le passé par les pouvoirs publics<br/> <b>A2</b> - Prévoir en temps de crise : dissection des prévisions de l'OCDE</p>  | <p><b>Liens entre les politiques suivies et les résultats en matière de bien-être</b><br/> <b>B1</b> - Nouvelles approches pour une analyse du bien-être sous des dimensions multiples : choix à opérer et synergies<br/> <b>B2</b> - Mesurer et évaluer la qualité des emplois<br/> <b>B3</b> - Apprécier les effets de la distribution des compétences et de variables institutionnelles clés sur les multiples dimensions du bien-être</p>   | <p><b>Confiance dans l'État</b><br/> <b>C1</b> - Repenser le contrat social : rétablir la confiance en vue d'une reprise économique durable</p>  |
| <p><b>Rôle du secteur financier dans la crise et réformes futures</b><br/> <b>A3</b> - Le rôle du système financier dans la crise et les réformes nécessaires pour promouvoir une croissance durable<br/> <b>A4</b> - Stimuler l'investissement à long terme et relever les défis du vieillissement de la population et de l'allongement de l'espérance de vie<br/> <b>A5</b> - Nouvelles approches relatives au financement des PME et de l'entrepreneuriat : élargir la gamme d'instruments disponibles</p> | <p><b>Inégalités et croissance économique</b><br/> <b>B4</b> - Les politiques publiques qui ont pour effet d'accroître le PIB par habitant ont-elles aussi pour effet d'élever le revenu médian ?<br/> <b>B5</b> - Évaluer les coûts transitoires et les effets redistributifs sur les réformes structurelles<br/> <b>B6</b> - Boucler la boucle : comment les inégalités affectent-elles la croissance économique et la cohésion sociale ?<br/> <b>B7</b> - Analyse des choix à opérer entre croissance et égalité en matière fiscale<br/> <b>B8</b> - Arbitrages et synergies entre la mondialisation, l'innovation et les inégalités</p> | <p><b>Vulnérabilité des institutions sociales</b><br/> <b>C2</b> – Évaluer la vulnérabilité des institutions sociales, et définir des mesures permettant une meilleure résilience<br/> <b>C3</b> - La santé peut-elle occuper une place plus importante encore dans l'économie sans saper la vitalité des finances publiques ?<br/> <b>C4</b> - Évaluer les caractéristiques des populations immigrées et leur lien avec la performance du marché du travail</p> |
| <p><b>Repenser les instruments de l'action publique pour assurer un assainissement budgétaire propice à la croissance et à l'équité</b><br/> <b>A6</b> - De quelle marge de manœuvre dispose-t-on pour assurer un assainissement budgétaire propice à la croissance et à l'équité ?</p>   | <p><b>Interactions entre l'environnement, la croissance économique et les inégalités</b><br/> <b>B9</b> - Coût de l'inaction et manque de ressources: conséquences pour la croissance économique à long terme / Avantages de l'action<br/> <b>B10</b> - Politiques environnementales et performances économiques<br/> <b>B11</b> – Arbitrages et synergies entre l'environnement et les inégalités</p>  | <p><b>Nouveaux défis en matière de gouvernance</b><br/> <b>C5</b> - Promouvoir une croissance inclusive grâce à une meilleure réglementation<br/> <b>C6</b> – Conséquences de la mondialisation sur la concurrence<br/> <b>C7</b> - Garantir les recettes fiscales dans une économie mondialisée</p>   |
| <p><b>Analyse prospective pour de nouveaux outils et de nouvelles approches</b><br/> <b>A7</b> - De nouveaux outils et de nouvelles approches au service de politiques meilleures</p>   | <p><b>Croissance économique et stabilité</b><br/> <b>B12</b> – Accroître la résistance des économies aux chocs exogènes</p> <p><b>Tendances à long terme et arbitrages entre les politiques publiques</b><br/> <b>B13</b> - OCDE@100 : tendances mondiales et défis pour l'action publique<br/> <b>B14</b> - Scénarios à long terme pour l'alimentation et l'agriculture<br/> <b>B15</b> - Pérenniser la croissance de la productivité et l'innovation</p>  |  |

*Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.*



# SEMAINE DE L'OCDE 2013

[www.oecd.org](http://www.oecd.org)

OECD Paris  
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16  
Tel.: +33 (0) 1 45 24 82 00